



Stéphane
GAESSLER
correspondant
spécial à Paris



Jacques Cheminade, un autre regard sur la Russie

Lundi 26 janvier, nous avons rencontré Jacques Cheminade, président du parti Solidarité et progrès et deux fois candidat à l'élection présidentielle (en 1995 et 2012), au siège de son parti à Clichy, près de Paris. Jacques Cheminade nous répond sur les questions russes, ukrainiennes, mais aussi sur les actualités politiques et économiques internationales.

Jacques Cheminade se réclame des héritages de Jaurès et de De Gaulle, et propose une nouvelle vision de développement, fondée sur la compréhension mutuelle des états et sur le développement des forces créatrices de l'homme.

R.F : Jacques Cheminade, bonjour. C'est pour nous un grand honneur que vous ayez accepté de répondre à notre interview pour *La Russie Francophone*. Que représente la Russie, son histoire, son modèle culturel et politique, pour vous et votre Parti ? Nous savons que, sans langue de bois, vous avez dénoncé à plusieurs reprises les attaques exagérées lancées dernièrement contre la Russie. Pour nos lecteurs, je voudrais que vous vous exprimiez sur cet intérêt porté à notre voisin russe ?

Jacques Cheminade :

La Russie pour moi c'est le grand débat entre slavophiles et occidentalistes. C'est la fin de *La fille du capitaine*, où Piotr Andreievitch Griniov jette un regard à Emilian Pougatchev, et où cette Russie profonde regarde cette Russie nouvelle. C'est le grand débat de toute l'histoire russe. Je pense qu'aujourd'hui il y a quelque chose dans la politique du gouvernement russe qui tend à un accord entre ces deux courants. C'est-à-dire comment créer quelque chose de fidèle au destin eurasiatique de la grande Russie sibérienne, la Sainte Russie, et la volonté de Pierre le Grand de créer une politique occidentale en Russie. C'est la fameuse histoire de Gontcharov où l'ingénieur allemand vient moderniser la Russie. Gontcharov présente une Russie

profonde qui a du mal à se réformer. Oblov n'est pas vraiment un fainéant, c'est quelqu'un qui n'arrive pas à exprimer sous forme d'actions la profondeur de ses sentiments, et je crois que c'est l'un des leitmotivs de cette quête d'identité russe. Je crois que la Russie aujourd'hui est en train d'accoucher de quelque chose qui peut être passionnant, une volonté vécue par le président Russe et son entourage de travailler avec les pays occidentaux et l'Europe et en particulier avec la France, et en même temps de travailler avec la Chine et l'Inde, il y a ce lien entre l'Europe occidentale et l'Eurasie qui est absolument fondamental. Il y a des gens en Europe occidentale qui ne sont pas du tout de ce point de vue, qui veulent au contraire, et on l'a vu en Ukraine, fomenté une politique impériale et

financière, et qui visent, parce que ce système financier occidental est en état de désagrégation, pour survivre, à aller plus loin, et à réussir avec l'Otan et les banques à prendre un contrôle de cet espace russe. Et il y a un refus du côté russe ! Du côté occidental il y a quelque-chose qui se passe qui est mauvais, et je crois que le président Hollande s'en est aperçu. J'ai vu la réunion en Normandie, et surtout comment à Brisbane, au G20, Hollande a invité Poutine dans sa voiture, et a voulu aboutir à un apaisement des tensions, et une sortie de cette politique absurde de sanctions qui ne mène nulle part si ce n'est à l'affrontement. De l'autre côté, du côté russe, il y a tout ce courant profond eurasiste, représenté dans l'histoire russe par Alexeïev ou maintenant Alexandre Douguine, qui pense qu'il y a un destin géopolitique russe contre les puissances maritimes, c'est la tellurocratie contre la thalassocratie. Ils ont cette vision fatale de la géopolitique, qui est en fait la géopolitique occidentale de MacKinder retournée à l'envers. Ce n'est pas du tout ma manière de voir les choses ! Et je crois que le président Poutine, ainsi que mon ami Glazyev, partagent mon idée. Je pense que l'on va vers une politique où les états-nations, en se concertant, en venant d'origines, de cultures et d'histoires différentes, pourront trouver un accord sur une politique de développement mutuel et une politique de paix dans le monde, basée sur ce développement et ce dialogue entre cultures. Je pense que de ce point de vue la figure de Tourgueniev est très importante, parce qu'il incarne cette tentative de parvenir à un accord entre cette culture de l'ouest et cette culture de l'est, de même que le personnage de Vladimir Vernadski, qui représente toute cette science universelle, et qui en même temps s'est intéressé profondément au destin patriotique de la Russie. Je crois que l'on peut trouver aujourd'hui cet accord dans une politique de développement mutuel. Le président chinois Xi Jinping a appelé à un accord « gagnant-gagnant », où chacun apporte ce qu'il a, pour son intérêt mais aussi pour le bien de son partenaire. On peut aboutir de cette manière à la paix entre civilisations et entre cultures.

R.F. : Vladimir Poutine selon vous est-il un bon chef d'état pour la Russie à l'heure actuelle, présente-t-il même par certains aspects un modèle politique à suivre, en quoi consistent selon vous ses forces comme ses faiblesses ?

J.C. : Etant personnellement gaulliste de gauche, je crois que c'est un problème à résoudre par la Russie, le peuple russe et les institutions russes. Ceci-dit, là où je dois juger, c'est qu'il y a chez le président russe cette volonté à la fois d'être dans la Russie tournée vers l'occident et la Russie tournée

vers l'orient, et je crois que c'est très important et très intéressant. Il y a aussi le désir de ne pas se faire marcher sur les pieds, et l'extension de l'Otan à l'est a été quelque chose de l'ordre de la trahison d'une promesse de la part des pays occidentaux. L'OTAN avait promis à Gorbatchev de ne pas étendre son emprise au-delà de la RDA, mais en réalité elle a très rapidement absorbé l'ensemble des pays de l'est. Face à cette vaste mascarade qu'a été le Maydan, je crois que Poutine a fait preuve en réalité de retenue, en essayant par tous les moyens de négocier avec Merkel et Porochenko. Dans le même temps le gouvernement de Kiev persiste dans la provocation et les actions belliqueuses, comme avec aujourd'hui la bataille de Mariupol.

R.F. : Quel rôle la Russie peut-elle jouer dans ce projet de développement économique et politique pan-eurasiste que vous prônez, « le pont terrestre eurasiatique selon la conception de Larouche » ?

J.C. : La Russie se retrouve aujourd'hui isolée, elle sera obligée de créer une industrie nationale, et c'est une bonne chose. Cela va aussi recentrer ses perspectives de développement sur une ligne continentale eurasiatique. Mais notre vrai projet, ce n'est pas que l'Eurasie, c'est de créer un pont terrestre mondial, une politique où les états-nations participent tous à de grands projets qui peuvent les rassembler. Cette perspective de développement mutuel englobe aussi bien-sûr les Etats-Unis. C'est aussi le développement de l'Afrique et des puissances émergentes de l'Amérique du sud. Dans ces pays ne règnent pas forcément toujours un esprit de liberté et une bonté d'âme, mais il y a cet espoir en une dynamique de développement qui fasse émerger ces états. Un autre thème central c'est la politique spatiale. Johannes Kepler a eu l'intuition, en découvrant la gravitation universelle, que si l'homme conçoit

ainsi l'espace autour de lui, il cherchera à en maîtriser les principes et les lois, et que c'est sa destinée pour atteindre une sorte de nouvelle harmonie parmi les hommes. Constantin Tsiolkovski a dit « L'humanité est née dans un berceau, mais on ne passe pas sa vie dans son berceau ». L'esprit russe a un esprit visionnaire, et au meilleur moment, quand il est appliqué avec raison, cela donne de grands exploits, cela donne Gagarine ou la bataille de Koursk. Ce que la Russie peut apporter c'est son imagination, et la France peut l'aider avec sa part de raison, je crois que l'on est fait pour s'entendre !

R.F. : Que représente pour vous le mouvement des BRICS, avec lequel vous appelez à coopérer ? La France peut-elle apporter quelque chose à ce projet ?

J.C. : Je crois que l'on arrive à un moment de l'histoire où la mondialisation est inéluctable, mais où l'on doit absolument combattre la mondialisation financière, et construire une mondialisation basée sur le dialogue culturel, entre civilisations et religions. Le mouvement des BRICS, fondé en 2010 au Brésil, a commencé cette réflexion, et il pense en terme d'une politique de développement mutuel, une politique qui investit dans le futur. J'ai vu avec intérêt le président Poutine et le président Xi parler d'une politique commune de l'espace, d'une politique commune des transports, d'une politique commune de l'énergie. Je crois que La France a quelque chose d'essentiel à apporter à ce projet des BRICS. La France dont le monde a besoin, c'est une France, comme le disait De Gaulle, qui soit capable de rompre avec ce qui est inadmissible, et de suivre une politique défendant la cause de l'humanité. On ne doit pas seulement monter dans le train des BRICS, on doit apporter quelque-chose. Ce que la France peut apporter c'est d'abord la tradition citoyenne.



Ce que Clithène et Solon dans la Grèce classique avaient développé ; c'est-à-dire on ne se définit pas par sa communauté, son ethnie, ou même par son quartier mais par son service à la cité. On se définit, comme disait Friedrich Schiller, à la fois comme « patriote et citoyen du monde ». De Gaulle parlait d'une certaine idée de la France en disant qu'elle n'était pas fixe, c'est un projet français universel. De même De Gaulle disait : « Pour moi la Russie des soviets, reste la Russie éternelle ».

Et puis il y a cette conception de la personne humaine qui vient du christianisme, mais qui a été laïcisée par la République, qui dit que l'on n'est pas défini par un dogme ou une doctrine, mais par son sens de l'avenir. Il y a aujourd'hui ce concept « gagnant-gagnant » implicite dans la pensée d'un certain nombre de dirigeants chinois, d'Amérique latine, en Russie, qui est une vision de la liberté pour assurer le pouvoir créateur de l'autre, le faire pour l'avantage d'autrui. On repense ainsi à la collaboration entre Pierre le grand et Gottfried Leibniz, ou encore à l'aide peu connue de la Russie d'Alexandre II à Lincoln et aux Nordistes pendant la Guerre de Sécession. Il y a des choses à éveiller en Russie et à éveiller en France, et c'est prendre plaisir à éveiller ces choses qui crée je crois de l'entente entre êtres humains, mais il faut les faire non pas pour le plaisir de les faire, mais pour voir ce que cela peut donner pour la politique de l'avenir. Je suis pour une utopie positive qui suppose une tension, cette tension c'est sa réalisation dans l'histoire.

R.F. : Quel lien y a-t-il entre Larouche, inspirateur de votre parti, et Sergej Glazyev, conseiller de Valdimir Poutine ?

J.C. : Larouche a publié aux Etats-Unis, le livre de Sergej Glazyev « Génocide ». Larouche a pour cela été tout de suite accusé à tort d'être un « rouge-brun » « pro-russe » par Thimoty Snyder, un historien au service des intérêts libéraux. Cela n'a absolument rien à voir, ce que défendent des gens comme Larouche ou Glazyev, c'est de dire qu'il faut rétablir avant tout l'intérêt des états et des peuples, et il faut des dirigeants qui représentent ces intérêts.

R.F. : Qu'est-ce qui doit être fait d'après vous pour résoudre la crise ukrainienne ?

J.C. : Il faut que les pays occidentaux disent au gouvernement de Kiev d'arrêter ses menées offensives. Il faut leur dire que l'on ne les aidera pas s'ils persistent dans cette escalade de violence. Mais on ne l'a pas dit. Hollande le dit à demi-mots et le gouvernement de Kiev continue les provocations. Poutine dans le même temps a été très sage, en faisant revenir les plus excités des pro-russes, comme Strelkov, en Russie. Je crois qu'il faut asseoir tout le monde à la table des négociations et décréter le cessez-le-feu, désarmer toute les milices où qu'elles soient. Ensuite je crois qu'il faut aller vers une politique fédérale en Ukraine, où le russe et l'ukrainien sont reconnus en tant que langues nationales. Il faut refonder une politique de déve-

loppement mutuel, où l'ensemble du peuple ukrainien a part au dialogue politique. De même L'Europe, en particulier l'Allemagne et la France, d'une part, et la Russie d'autre part, doivent assurer de concert cette paix nationale en Ukraine.

R.F. : Quelques mots sur l'actualité. Comment percevez-vous la victoire de Syriza en Grèce ?

J.C. : La victoire d'Alexis Tsipras crée une bonne dynamique en Europe. Mais à mon avis Tsipras a déjà mis trop d'eau dans son Ouso [boisson alcoolisée grecque à l'anis - Ndr]. Il a dit qu'il ne sortirait pas de l'euro et qu'il était prêt à négocier une partie de la dette. Les européens espèrent qu'il se mettra à genoux comme tous ses prédécesseurs. Mais je crois que l'on sous-estime la dynamique qui est dans le peuple grec, et la dynamique qui existe aujourd'hui dans un certain nombre de peuples européens, y compris en France. Le danger réside dans l'apathie, la dépolitisation comme on l'observe dans un certain nombre d'états occidentaux. Il faut se méfier de cette sous-culture de l'apathie, qui détruit tout esprit politique et protestataire. On le voit en Angleterre, mais aussi en France aujourd'hui, avec les jeux vidéos et les séries télévisées qui contribuent à une dangereuse dépolitisation de la société.



Jacques Cheminade



Issu d'une famille auvergnate émigrée en Argentine, Jacques Cheminade ne revient en France qu'à sa majorité, en 1959, où il s'inscrit à l'École des hautes études commerciales (1963) puis suit un cursus brillant en droit (1965) qui le conduit à l'ENA, dont il sort en 1969 (promotion Jean Jaurès). D'abord haut fonctionnaire à la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de 1969 à 1981, il y occupe notamment le poste d'attaché commercial de France à New York, où il est influencé par les idées de Lyndon LaRouche, président du parti travailliste américain (USLP), dès 1974. C'est quatre ans plus tard qu'il se présente pour la première fois aux législatives, en 1978, à Paris (0,12 % des suffrages). Ayant quitté ainsi l'administration en 1981, candidat controversé, il critique alors avec ardeur un système monétaire et financier international « qu'il a connu lui-même de l'intérieur ». Militant contre l'économie capitaliste et le « cancer spéculatif », farouche partisan d'un Etat-nation souverain à même de « remettre l'argent » au service des travailleurs, il parvient, après un premier échec en 1981 (suivi de deux nouvelles désillusions en 2002 et 2007), à réunir les 500 parrainages nécessaires pour figurer au premier tour de la présidentielle 1995, où il récolte 0,27 % des suffrages (84 969 voix). Ses comptes de campagne sont rejetés par le Conseil constitutionnel. Président du parti politique « Solidarité et Progrès », Jacques Cheminade est à nouveau candidat à l'élection présidentielle de 2012. Il recueille 0,25 % des suffrages exprimés et se classe dernier parmi les 10 candidats en lice au premier tour.